

Art. 5. Le présent arrêté entre en vigueur le 1er janvier 1987.
 Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.
 Bruxelles, le 23 décembre 1986.

Le Président de l'Exécutif flamand,
 G. GEENS

Le Ministre communautaire des Finances et du Budget.,
 L. WALTNIEL

Pour le Ministre communautaire de la Famille et de l'Aide sociale,
 G. GEENS

Pour le Ministre communautaire du Logement,
 P. DEPREZ

Le Ministre communautaire de la Santé publique et de l'Environnement,
 J. LENSSENS

Le Ministre communautaire des Affaires intérieures et de l'Aménagement du Territoire,
 J. PEDE

Le Ministre communautaire de l'Enseignement et de la Formation,
 T. KELCHTERMANS

Le Ministre communautaire des Relations extérieures,
 P. DEPREZ

Le Ministre communautaire de la Culture,
 P. DEWAELE

MINISTÈRE DE LA RÉGION WALLONNE

F. 07 — 325

2 OCTOBRE 1986. — Arrêté de l'Exécutif modifiant les arrêtés royaux des 16 octobre 1975 et 3 octobre 1978 déterminant pour la Région Wallonne les conditions d'octroi et les taux de subsides pour l'aménagement et l'équipement de terrains et de bâtiments à l'usage de l'industrie, de l'artisanat ou de services ou d'autres infrastructures régionales d'accueil des investisseurs

Vu la loi du 30 décembre 1970 sur l'expansion économique, notamment les articles 30, 31 et 42;

Vu l'arrêté royal du 16 octobre 1975, déterminant pour la Région Wallonne les conditions d'octroi et les taux des subsides pour l'aménagement et l'équipement des terrains à l'usage de l'industrie, de l'artisanat ou de services ou d'autres infrastructures d'accueil des investisseurs;

Vu l'arrêté du 3 octobre 1978 modifiant l'arrêté royal du 16 octobre 1975 déterminant, pour la Région Wallonne, les conditions d'octroi et les taux des subsides pour l'équipement de terrains à l'usage de l'industrie, de l'artisanat ou de services ou d'autres infrastructures régionales d'accueil;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, alinéa 1er;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, notamment les articles 8 et 83;

Vu l'accord du Ministre des Finances et du Budget pour la Région Wallonne en date du 2 octobre 1986.

Vu l'arrêté de l'Exécutif du 27 janvier 1982 modifié par l'arrêté de l'Exécutif du 23 décembre 1985 portant règlement du fonctionnement de l'Exécutif;

Vu l'arrêté de l'Exécutif du 22 avril 1985 modifié par celui du 23 décembre 1985 réglant la signature des actes de l'Exécutif;

Vu l'arrêté de l'Exécutif du 23 décembre 1985 fixant la répartition des compétences entre les Ministres de l'Exécutif;

Vu l'urgence résultant du fait qu'il y a lieu de subventionner dans les plus brefs délais, l'acquisition, la construction et l'aménagement de complexes à destination de l'industrie, de l'artisanat ou de services, en vue de jouer un rôle moteur de nature à favoriser l'occupation des zones industrielles, ou de revitaliser les parcs industriels vides ou désaffectés, pour lesquels les investissements d'infrastructure ont été réalisés;

Sur la proposition du Ministre de la Région Wallonne pour l'Economie, l'Emploi et les Classes moyennes, l'Exécutif de la Région Wallonne arrête :

Article 1er. Au sens du présent arrêté, on entend par arrêtés royaux des 16 octobre 1975 et 3 octobre 1978, les arrêtés royaux des 16 octobre 1975 et 3 octobre 1978 déterminant pour la Région Wallonne les conditions d'octroi et les taux des subsides pour l'aménagement et l'équipement des terrains à usage de l'industrie, de l'artisanat ou de services ou d'autres infrastructures d'accueil des investisseurs.

Art. 2. L'article 1er de l'arrêté royal du 16 octobre 1975 est remplacé comme suit :

« L'application du présent arrêté se limite au territoire de la Région Wallonne tel qu'il est fixé à titre transitoire par l'article 2 de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980. »

Art. 3. L'article 2 de l'arrêté royal du 16 octobre 1975, modifié par l'article 2 de l'arrêté royal du 3 octobre 1978 est remplacé comme suit :

« L'équipement des zones industrielles consiste en acquisitions ou constructions de biens immobiliers, et en travaux d'infrastructure en vue de leur affectation directe ou indirecte à l'industrie, à l'artisanat ou à des services ou à d'autres infrastructures d'accueil des investisseurs.

Par biens immobiliers il faut entendre des terrains destinés à une activité économique ou des bâtiments destinés à l'accueil des petites et moyennes entreprises.

« Toutefois, l'acquisition et la construction de bâtiments destinés à l'accueil de petites et moyennes entreprises sont subordonnées à une autorisation particulière de l'Exécutif de la Région Wallonne. »

Art. 4. L'article 3 de l'arrêté royal du 16 octobre 1975 est modifié comme suit :

1° Dans le premier alinéa, les mots « le Comité ministériel des Affaires wallonnes » sont remplacés par « l'Exécutif Régional Wallon ».

2° Le second alinéa est supprimé.

Art. 5. L'article 4 de l'arrêté royal du 16 octobre 1975 est modifié comme suit :

les mots « désignés par Nous » sont remplacés par « désignés par l'Exécutif Régional Wallon ».

Art. 6. L'article 7 de l'arrêté royal du 16 octobre 1975 modifié par l'article 3 de l'arrêté royal du 3 octobre 1978 est modifié comme suit :

1° Dans le 1er alinéa, les mots « par l'Etat » sont remplacés par les mots « par la Région ».

2° Le deuxième alinéa est remplacé comme suit :

« Pour l'acquisition et la construction de biens immobiliers et pour les travaux d'infrastructure visés à l'article 5, le taux de subvention est de 80 % maximum calculé sur le coût des travaux réalisés, y compris la taxe sur la valeur ajoutée, les révisions et les décomptes contractuels. »

3° Dans le troisième alinéa, les mots « du Comité ministériel de Coordination économique » sont remplacés par les mots : « de l'Exécutif Régional Wallon ».

4° Dans le quatrième alinéa, les mots « par le Ministre compétent » sont remplacés par les mots « par le Ministre régional compétent ».

Art. 7. L'article 8 de l'arrêté royal du 16 octobre 1975, modifié par l'article 4 de l'arrêté royal du 3 octobre 1978 est modifié comme suit :

1° Dans le 1er alinéa, les mots « arrêtés par Nous, après délibération du Comité ministériel des Affaires wallonnes » sont remplacés par « arrêtés par l'Exécutif Régional Wallon ».

2° Dans le second alinéa, les mots « au Comité ministériel des Affaires wallonnes » sont remplacés par « à l'Exécutif Régional Wallon ».

Art. 8. Le Ministre de la Région Wallonne pour l'Economie, l'Emploi et les Classes moyennes et le Ministre de la Région Wallonne pour l'aménagement du territoire, la vie rurale et l'eau sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 2 octobre 1986.

Ministre-Président de la Région Wallonne chargé des Technologies nouvelles,
des Relations extérieures, du Personnel et des Affaires générales,

M. WATHELET

Ministre de l'Economie, de l'Emploi et des Classes moyennes,

A. DECLETY

Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Eau et de la Vie rurale,

A. LIENARD

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 87 — 325

2. OKTOBER 1986. — Erlass der Exekutive zur Abänderung der Königlichen Erlasse vom 16. Oktober 1975 und vom 3. Oktober 1978 zur Bestimmung, für die Wallonische Region, der Bedingungen für die Gewährung und der Prozentsätze von Zuschüssen zur Anlage und Ausrüstung von Grundstücken und Gebäuden für die Industrie, die handwerklichen Betriebe oder für Dienstleistungen oder für sonstige regionale Infrastrukturen zur Aufnahme von Investoren

Aufgrund des Gesetzes vom 30. Dezember 1970 über die Wirtschaftsexpansion, insbesondere der Artikel 30, 31 und 42;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 16. Oktober 1975 zur Bestimmung, für die Wallonischen Region, der Bedingungen für die Gewährung und der Prozentsätze der Zuschüsse zur Anlage und Ausrüstung von Grundstücken für die Industrie, die handwerklichen Betriebe oder für Dienstleistungen oder für sonstige Infrastrukturen zur Aufnahme von Investoren;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 3. Oktober 1978 zur Abänderung des Königlichen Erlasses vom 16. Oktober 1975 zur Bestimmung, für die Wallonischen Region, der Bedingungen für die Gewährung und der Prozentsätze der Zuschüsse zur Anlage und Ausrüstung von Grundstücken für die Industrie, die handwerklichen Betriebe oder für Dienstleistungen oder für sonstige regionale Infrastrukturen zur Aufnahme von Investoren;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3, Absatz 1;

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, insbesondere der Artikel 6 und 83;

Aufgrund der am 22. Oktober 1986 erteilten Zustimmung des Ministers der Finanzen und des Haushalts für die Wallonische Region;

Aufgrund des Erlasses der Exekutive vom 27. Januar 1982 zur Regelung der Arbeitsweise der Exekutive, abgeändert durch den Erlass der Exekutive vom 23. Dezember 1985;

Aufgrund des Erlasses der Exekutive vom 22. April 1982 zur Regelung der Unterzeichnung der Urkunden der Exekutive, abgeändert durch den Erlass der Exekutive vom 23. Dezember 1985;

Aufgrund des Erlasses der Exekutive vom 23. Dezember 1985 zur Festlegung der Verteilung der Zuständigkeiten unter die Minister der Exekutive;

Aufgrund der Dringlichkeit, die sich aus der Notwendigkeit ergibt, den Erwerb, den Bau und die Einrichtung von Komplexen für die Industrie, die handwerklichen Betriebe oder für Dienstleistungsbetriebe so schnell wie möglich zu bezuschussen, um die Inanspruchnahme der Industriegebiete oder die Neubelebung der leeren und stillgelegten Industriegelände, für die Investitionen in der Infrastruktur durchgeführt worden sind, voranzutreiben;

Auf Vorschlag des Ministers der Wallonischen Region für Wirtschaftspolitik, Beschäftigung und Mittelstand beschliesst die Exekutive der Wallonischen Region :

Artikel 1. Im Sinne des vorliegenden Erlasses versteht man unter den Königlichen Erlassen vom 16. Oktober 1975 und vom 3. Oktober 1978 die Königlichen Erlasse vom 16. Oktober 1975 und vom 3. Oktober 1978 zur Bestimmung, für die Wallonische Region, der Bedingungen für die Gewährung und der Prozentsätze der Zuschüsse zur Anlage und Ausrüstung der Grundstücke für die Industrie, die handwerklichen Betriebe oder für Dienstleistungen oder für sonstige Infrastrukturen zur Aufnahme von Investoren.

Art. 2. Artikel 1 des Königlichen Erlasses vom 16. Oktober 1975 wird wie folgt ersetzt :

« Die Anwendung des vorliegenden Erlasses ist auf das Gebiet der Wallonischen Region beschränkt, so wie es durch Artikel 2 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen als Übergangsmassnahme abgegrenzt worden ist. »

Art. 3. Artikel 2 des Königlichen Erlasses vom 16. Oktober 1975, abgeändert durch Artikel 2 des Königlichen Erlasses vom 3. Oktober 1978, wird wie folgt ersetzt :

« Die Ausrüstung der Industriegebiete besteht in dem Erwerb oder Bau von unbeweglichen Gütern und in Infrastrukturarbeiten, damit sie direkt oder indirekt für Industrie-, Handwerks- oder Dienstleistungsbetriebe oder für andere Infrastrukturen zur Aufnahme von Investoren bestimmt werden.

Unter unbeweglichen Gütern sind die Grundstücke für eine wirtschaftliche Tätigkeit oder die Gebäude für die Aufnahme von kleinen und mittleren Betrieben zu verstehen.

Für den Erwerb und die Errichtung von Gebäuden zur Aufnahme von kleinen und mittleren Betrieben ist jedoch eine besondere Genehmigung der Exekutive der Wallonischen Region erforderlich. »

Art. 4. Artikel 3 des Königlichen Erlasses vom 16. Oktober 1975 wird wie folgt abgeändert :

1° Im ersten Absatz werden die Wörter « das Ministerkomitee für wirtschaftliche Angelegenheiten » ersetzt durch « die Wallonischen Regionalexekutive ».

2° Der zweite Absatz wird aufgehoben.

Art. 5. Artikel 4 des Königlichen Erlasses vom 16. Oktober 1975 wird wie folgt abgeändert :

die Wörter « von Uns bestimmten » werden ersetzt durch « von der Wallonischen Regionalexekutive bestimmten ».

Art. 6. Artikel 7 des Königlichen Erlasses vom 16. Oktober 1975, abgeändert durch Artikel 3 des Königlichen Erlasses vom 3. Oktober 1978, wird wie folgt abgeändert :

1° Im ersten Absatz werden die Wörter « vom Staat » durch die Wörter « von der Region » ersetzt.

2° Der zweite Absatz wird wie folgt ersetzt :

« Für den Erwerb und den Bau von unbeweglichen Gütern und für die in Artikel 5 erwähnten Infrastrukturarbeiten beträgt der Prozentsatz der Zuschüsse höchstens 80 %. Er wird auf die Kosten der durchgeführten Arbeiten berechnet, Mehrwertsteuer, vertragliche Revisionen und Abrechnungen einbegriffen.

3° Im dritten Absatz werden die Wörter « des Ministerkomitees für Wirtschaftliche und Soziale Koordination » durch die Wörter « der Wallonischen Regionalexekutive » ersetzt.

4° Im vierten Absatz werden die Wörter « von dem zuständigen Minister » durch die Wörter « von dem zuständigen Regionalminister » ersetzt.

Art. 7. Artikel 8 des Königlichen Erlasses vom 16. Oktober 1975, abgeändert durch Artikel 4 des Königlichen Erlasses vom 3. Oktober 1978, wird wie folgt abgeändert :

1° Im ersten Absatz werden die Wörter « nach Beratung des Ministerkomitees für Wallonische Angelegenheiten von Uns festgelegt » ersetzt durch « von der Wallonischen Regionalexekutive festgelegt ».

2° Im zweiten Absatz werden die Wörter « dem Ministerkomitee für Wallonischen Angelegenheiten » ersetzt durch « der Wallonischen Regionalexekutive ».

Art. 8. Der Minister der Wallonischen Region für Wirtschaftspolitik, Beschäftigung und Mittelstand und der Minister der Wallonischen Region für Raumordnung, Landleben und Wasserwesen sind jeder für das, was ihn betrifft, mit der Ausführung dieses Erlasses beauftragt.

Brüssel, den 2. Oktober 1986.

Minister-Präsident der Wallonischen Region, beauftragt mit den Neuen Technologien,
den Auswärtige Beziehungen, dem Personal und den Allgemeinen Angelegenheiten,
M. WATHELET

Minister der Wirtschaftspolitik, der Beschäftigung und des Mittelstands,
A. DECLÉTY

Minister der Raumordnung, des Wasserwesens und des Landlebens,
A. LIENARD